

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet PMPS - Two years	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-142677/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-142677	Date 2013-11-14
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-602-26517	
File No. - N° de dossier 602el.M7594-142677	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-12-11	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ouellet, Monique	Buyer Id - Id de l'acheteur 602el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1775 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5925
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette modification vise à modifier la demande de soumissions.

QUESTION 13

Objet : MODIFICATION 001; RÉPONSE 1 – « La période de 24 mois doit correspondre à la même période de 24 mois pour les cinq contrats. »

Pour obtenir la note maximum pour les critères cotés, le soumissionnaire doit démontrer un nombre de jours facturés extrêmement élevé, par exemple plus de 7 900 jours pour le champ de travail 1. Pour obtenir un tel nombre de jours facturés, même dans le cadre de cinq contrats différents, il faut que chaque contrat ait été un arrangement en matière d'approvisionnement à grande échelle. Compte tenu de la popularité du volet 1 des services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT), les outils d'approvisionnement de cette taille, surtout au cours des cinq dernières années, ne sont pas fréquents. Par conséquent, la double restriction exigeant que le soumissionnaire démontre un tel nombre de jours facturés pendant « la même période de 24 mois pour tous les contrats » et « au cours des cinq dernières années » est très restrictive et limite injustement la concurrence.

De nombreuses demandes de propositions du volet 2 des SPICT (EN869-120601/A et 47060-136911/A, pour ne nommer que celles-là) comprenaient une exigence semblable pour le critère O1. À la lumière des commentaires des fournisseurs pendant la période d'invitation à soumissionner démontrant les conséquences d'une double restriction, la majorité des demandes de propositions ont été modifiées. La restriction exigeant « la même période de 24 mois » a tout simplement été enlevée ou différentes périodes ont été permises pour les contrats indiqués, dans le délai accepté (au cours des cinq dernières années).

Même la récente demande de propositions des Services de gestion de projets et de développement d'applications (SGPDA) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) n° M7594-125928/A, une nouvelle version du champ de travail de développement d'application de l'outil d'approvisionnement actuel de la GRC, comprenait une exigence semblable pour le critère O1. Toutefois, il n'exigeait pas que les contrats soient pendant « la même période de 24 mois » au cours des cinq dernières années.

Afin de favoriser une concurrence équitable pour cette demande de soumissions :

- a) l'État accepterait-il n'importe quelle période de 24 mois pour chacun des cinq contrats présentés en référence, tant que la période demeure au cours des cinq dernières années?
- b) l'État accepterait-il de simplement supprimer la restriction de la période de 24 mois?

RÉPONSE 13

Afin d'adresser ceci, la DP est modifiée par ce qui suit :

- 1) Au point 3) du critère O1, pour tous les champs de travail :

SUPPRIMER : 3) Les jours facturés doivent être livrés à l'intérieur d'un maximum de cinq (5) contrats.

INSÉRER : 3) Les jours facturés doivent être livrés à l'intérieur d'un maximum de dix (10) contrats.

- 2) Dans le formulaire 3.2 – Formulaire de réponse - jours facturés pour tous les champs de travail :

INSÉRER : Cinq colonnes « Renvoi au # de référence de contrat » supplémentaires.

QUESTION 14

Veillez indiquer, par champ de travail et par catégorie, le nombre actuel de ressources, l'entreprise qui les fournit ainsi que leur valeur en dollars.

RÉPONSE 14

La réponse sera publiée dans la prochaine modification à la DP.

QUESTION 15

Le champ de travail 1 – Services en affaires et le champ de travail 3 – Services de soutien et de gestion de projet comprennent tous deux de multiples catégories qui ne peuvent pas entrer dans la courte période de 24 mois pour toutes les références. Nous demandons à TPSGC de prolonger la période à 36 mois et de permettre différentes périodes par référence, comme dans d'autres de ses demandes de propositions, par exemple le récent arrangement en matière d'approvisionnement de l'Agence des services frontaliers pour de multiples champs de travail (n° de l'invitation 47060-136911/A).

RÉPONSE 15

La DP a été modifiée pour adresser ceci. Voir la réponse 13.

QUESTION 16

4.3 Évaluation financière, page 19 : Pourriez-vous clarifier comment fonctionne l'allocation d'aucun point 4.3(c)(ii) en combinaison ou séparément de la justification des taux pour les services professionnels 4.3(d); est-ce possible de ne recevoir aucun point et de tout de même devoir justifier la conformité? De plus, il semble que le point (d) devrait plutôt être (e).

RÉPONSE 16

Oui, c'est possible.

Applicable à la version anglaise de la DP seulement. Les soumissionnaires doivent changer le point 4.3(d), Justification des taux pour les services professionnels, et le renommer 4.3(e).

QUESTION 17

Appendice 2 de l'annexe A, exigences de technologies essentielles pour tous les champs : Pouvez-vous confirmer que les technologies essentielles se limitent à celles qui sont incorporées au programme et indiquées par la lettre « E » dans ce formulaire et que seuls les articles indiqués par la lettre « D » doivent être cochés ou ajoutés, comme le suggère la note 1?

RÉPONSE 17

Confirmé.

QUESTION 18

Veillez reporter d'au moins deux semaines la date de clôture actuelle pour permettre aux soumissionnaires de préparer leur réponse et de fournir la grande quantité de renseignements d'entreprise requis.

RÉPONSE 18

La date de fermeture de DP est reportée au 11 décembre 2013.

QUESTION 19 :

Dans le formulaire 3.2 – Exigences techniques de l'entreprise et formulaires de réponses du soumissionnaire, pour tous les champs de travail, le Canada a indiqué que, si demandé, le soumissionnaire devra fournir la ou les factures (avec renvoi au numéro de référence de contrat ci-dessus) démontrant qu'il a facturé le client pour le nombre de jours facturés indiqué pour la catégorie de ressource connexe. Étant donné les diverses instructions relatives aux contrats et à leur facturation, les factures ne sont pas toutes conçues pour inclure la catégorie de ressource connexe. Pour cette raison, serait-il possible d'accepter, comme preuve équivalente, une lettre de la personne-ressource du contrat indiquant que le soumissionnaire a bien travaillé le nombre de jours facturés indiqué pour la catégorie de ressource connexe?

RÉPONSE 19 :

La demande a été étudiée et est rejetée.

QUESTION 20 :

Référence : Tous les champs de travail O1 : « Le soumissionnaire doit démontrer le nombre minimum de journées facturées pour chaque catégorie de ressource indiquée ci-dessous. Pour être acceptés :

- 1) les jours facturés;
- 2) les jours facturés doivent avoir eu lieu, dans une période de 24 mois, au cours des cinq (5) dernières années avant la date d'émission de la demande de soumission;
- 3).....;
- 4)..... »

- a) Pour une catégorie de ressource : veuillez confirmer qu'en utilisant cinq (5) contrats (maximum) pour justifier le nombre de jours facturés pour la catégorie de ressource, le soumissionnaire doit utiliser (5) contrats conclus durant la même période de 24 mois.
- b) Si un champ de travail contient plus d'une catégorie de ressource, les justifications pour toutes les catégories de ressource doivent-elles provenir de la même période de 24 mois?
- c) Veuillez confirmer qu'il s'agit d'une période de 24 mois consécutifs.

RÉPONSE 20 :

Pour un champ de travail :

- a) le soumissionnaire doit se servir de la même période de 24 mois pour tous ses contrats en référence;
- b) la même période de 24 mois doit être utilisée pour toutes les catégories de ressource;
- c) La période de 24 mois utilisée doit être consécutive.

QUESTION 21 :

Réf. : O1 et C1 (tous les champs). Selon les critères, le soumissionnaire doit démontrer un certain nombre de jours facturés, dans chaque catégorie, livrés à l'intérieur d'un maximum de cinq (5) contrats, au cours des cinq (5) dernières années, et ce, dans la même période de 24 mois.

Ensemble, les exigences sont excessivement restrictives. Par exemple, un soumissionnaire doit avoir facturé plus de jours que nécessaire durant les cinq (5) dernières années pour chacun des administrateurs de projet, coordonnateurs de projet, chefs de projet et gestionnaires de projet, mais pas tous au cours de la même période de 24 mois.

Plusieurs récentes demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) ont été modifiées pour assouplir ces contraintes, par exemple la demande de soumissions en cours de TPSGC portant le n° EP296-132122/B a été modifiée afin de supprimer entièrement la limite de temps, qui a déjà été de 36 mois, contrairement aux 24 mois exigés par la Gendarmerie Royale du Canada (GRC).

Au lieu de réduire la concurrence à un très petit nombre d'importants soumissionnaires, le Canada pourrait-il considérer une ou plusieurs des solutions suivantes :

- a. supprimer la contrainte de 24 mois?
- b. prolonger la contrainte de 24 mois à 36 ou même 60 mois?
- c. prolonger la contrainte de 5 ans à 10 ans?

RÉPONSE 21 :

La demande de proposition a été modifiée pour tenir compte de cette demande. Voir la réponse 13.

QUESTION 22 :

Réf. : Formulaire 3.2 – Exigences techniques de l'entreprise et formulaires de réponses du soumissionnaire. Veuillez confirmer que nous avons bien compris ce qu'il faut ajouter sous « Justification pour la catégorie de ressource » :

- a. pour chaque catégorie de ressource (pertinente) du contrat cité en référence, la colonne B sert à énumérer les articles (pertinents) de l'énoncé des travaux (EDT) du contrat cité en référence, et la colonne C sert à indiquer un renvoi de ces articles avec les articles de l'EDT de la GRC, pour qu'au moins 60 % de ces derniers soient démontrés;
- b. pour chaque catégorie de ressource (pertinente) du contrat cité en référence, la colonne D sert à énumérer les technologies pertinentes utilisées par la catégorie de ressource C2 au cours du contrat cité en référence.

RÉPONSE 22 :

C'est exact.

QUESTION 23 :

Afin de bien justifier les travaux effectués, le Canada demande qu'au moins 60 % des tâches qui figurent à l'appendice A de l'annexe A de ladite catégorie de ressource, soit renvoyé dans le tableau de référence de l'entreprise. Une telle interprétation prendrait beaucoup de temps, non seulement à préparer, mais aussi à évaluer efficacement. Le Canada accepterait-il une réponse indiquant par un crochet quelles sont les tâches de l'EDT de la GRC qui ont été effectuées au cours du contrat (comme il a été le cas dans plusieurs récentes DAMA de TPSGC)?

RÉPONSE 23 :

Le changement demandé a été étudié et est rejeté.

QUESTION 24 :

Compte tenu du volume de travail à effectuer pour répondre de façon professionnelle et conforme à cette DDP, le Canada est prié de reporter de trois (3) semaines sa date de clôture.

RÉPONSE 24 :

La date de clôture de la demande de soumission a été reportée au 11 décembre 2013.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA DP DEMEURENT INCHANGÉES.